

Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement



**Palestine et Israël:
comment militer pour la paix
en tant qu'Ong belges?**

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
rue Maurice Liétart, 31/6 • B-1150 Bruxelles • Belgique
tél. 32-(0)2-738.08.01 • fax 32-(0)2-738.08.00
info@justicepaix.be • www.justicepaix.be

A N A L Y S E 2 0 0 7

COMPRENDRE LES CONFLITS AU PROCHE ET AU MOYEN-ORIENT

Durant toute cette année 2007, Justice et Paix ouvrira ses portes pour entendre, écouter et partager avec des témoins, experts et analystes de la région. Notre but : nous donner et vous donner les clés de lecture de la situation telle que nous l'analysons au départ de l'histoire, d'une approche géopolitique et des événements de l'actualité.

Notre point de vue est bâti à partir d'exposés et des échanges tenus lors d'un cycle de conférences et des formations que nous organisons (voir notre site : www.justicepaix.be). S'il se veut analytique, il est aussi engagé et une fois n'est pas coutume ...interpellant. En effet, notre indignation, à l'écoute des témoins, est telle que notre parole ne peut être que celle de la protestation, de la militance et du refus de la violence.

Palestine et Israël: comment militer pour la paix en tant qu'Ong belges ?

Une rencontre avec Michel Sabbah, le patriarche de Jérusalem

Voilà 40 ans que dure l'affrontement permanent entre deux populations qui vivent pourtant tissées l'une à l'autre plus que côte à côte. Non seulement des hommes, des femmes et des enfants y perdent la vie chaque jour, mais toutes et tous vivent dans une peur perpétuelle de l'autre. Nous assistons à ce drame sans bien savoir que faire pour que cesse une telle situation d'injustice et de conflit mortifère pour Israël comme pour le peuple palestinien et pour tout le Moyen-Orient et, par contagion, pour l'échiquier géopolitique de l'ensemble de la planète.

Dans nos activités relatives à cette question, pour mieux nous situer, nous privilégions le contact direct avec des personnalités qui vivent cette situation et qui tentent de la résoudre. C'est ainsi que le 28 avril 2007, nous avons eu l'occasion de rencontrer Monseigneur Michel Sabbah, le patriarche de Jérusalem.

Cette rencontre nous a aidés à faire le point de notre perception des réalités israélo-palestiniennes. Elle nous a surtout permis d'analyser, avec une plus grande finesse, les tenants et aboutissants des évolutions en cours et, plus encore, d'en dégager des pistes susceptibles d'être suivies par nos associations dans les actions en faveur de la paix dans cette région du monde.

La proposition saoudienne : un espoir ?

Les choses stagnent à tous points de vue, que ce soit dans les domaines que l'on pourrait considérer positifs comme dans ceux qui sont nettement négatifs : rien ne change, rien ne bouge.

Il y a pourtant sur l'échiquier un élément nouveau qui pourrait s'avérer déterminant, mais qui n'a jusqu'à présent porté aucun fruit : la proposition émise par l'Arabie Saoudite. Cette proposition intervient en effet à un moment où, un peu partout dans le monde, et en Israël en particulier, plus personne n'assume le « leadership » avec le charisme et avec l'autorité suffisante.

Dans les contacts informels entre des Palestiniens et des personnalités du gouvernement israélien – ce n'est pas rien de savoir que de tels contacts existent – un langage plus conciliant semble toutefois émerger peu à peu, s'appuyant notamment sur la proposition saoudienne.

Comment savoir toutefois si ce sont là les prémices d'un changement de la mentalité israélienne ou si cette émergence n'est qu'une illusion de plus, dans la mesure où ce langage plus détendu se heurterait, et resterait dès lors sans effet, à cette peur dite « du terrorisme » qui habite aujourd'hui tous les esprits, et plus particulièrement l'esprit des dirigeants israéliens et d'une large couche de la population de ce pays?

Une peur qui tue et qui emprisonne

Car Israël a peur de ce qu'il appelle le terrorisme palestinien. Les actions palestiniennes violentes ont pourtant sérieusement diminué au cours des cinq dernières années. Par ailleurs, Israël ne semble pas percevoir que si terrorisme il y a, il n'est pas que palestinien. C'est en effet en terrorisme d'Etat que se traduit cette peur, même si en Israël bien peu de monde admettrait que le terme de terrorisme peut être appliqué aux agissements de son armée à l'encontre du peuple palestinien.

Cette peur a pourtant conduit Israël à classer les Palestiniens en trois catégories :

- la population qui n'est mêlée en rien aux actes « terroristes » déjà perpétrés ou en préparation ;
- les individus qui ont du sang sur les mains et qui sont dès lors considérés d'office comme condamnés à mort, avec exécution immédiate de la peine, sans autre forme de procès ;

- ceux enfin qui n'ont pas encore de sang sur les mains mais qui projettent de provoquer des « actions terroristes » à l'encontre du peuple israélien. Ils sont condamnés d'office à l'emprisonnement, sans procédure aucune et sans procès.

Chaque jour, dans les territoires palestiniens, l'armée israélienne, bien renseignée par ses propres observations mais aussi grâce aux quelque 100.000 indicateurs qui vivent au sein de la population palestinienne, frappe aux portes, s'assure de l'identité de celui ou de celle qu'elle recherche et exécute ensuite immédiatement la sentence de ce jugement de fait : la mort ou l'emprisonnement. Peu d'informations relaient cette réalité. Des dispositions ont dès lors été prises pour que, quotidiennement, le secrétariat du patriarcat de Jérusalem en fasse écho auprès de nos organisations.

Stress et traumatismes

La peur, sinon la terreur, est dès lors constamment à l'esprit de la population palestinienne. C'en est au point que des observations récentes sur le plan de la santé ont relevé que, sur le plan psychologique, nombre de Palestiniens présentent des symptômes qui s'apparentent à ceux observés chez des prisonniers de longue date. Comment pourrait-il en être autrement, puisque chaque portion de territoire palestinien est effectivement une « prison » dont les habitants ne peuvent pratiquement jamais sortir.

Des enfants, nés dans ces territoires et qui n'ont jamais connu autre chose que cette tension, présentent quant à eux des traumatismes graves, soit de phobies, soit d'absence de toute peur face à la violence. Ces derniers deviennent de véritables germes de violence aveugle prêts à renouveler les couches les plus haineuses de la population palestinienne à l'égard d'Israël.

Sur le plan physique, par ailleurs, le taux d'accidents cardiaques et vasculaires se révèle plus élevé que dans d'autres populations, taux que le corps médical attribue au stress provoqué par l'environnement insécurisant.

Une réelle volonté de paix palestinienne

Dans ce contexte pourtant, le nombre de réactions violentes palestiniennes a régressé. Ce recul est dû, pour une part, au fameux mur de séparation érigé par Israël, mur qui a effectivement rendu plus difficile l'accès des Palestiniens au territoire israélien. Ce n'est toutefois pas essentiellement au mur qu'il faut attribuer cette diminution, mais à une réelle volonté palestinienne de promouvoir la paix et cela même dans les rangs du Hamas et du Djiad.

« Il y a certes des extrémistes dans la population palestinienne affirmera à ce propos Michel Sabbah, mais pas plus qu'il y a, par exemple, de néo-nazis en Allemagne. C'est un groupe minoritaire. Refuse-t-on de parler avec l'Allemagne parce qu'une minorité d'Allemands est négationniste et tente de redonner vigueur au nazisme ? »

Les responsables politiques israéliens ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre que leurs agissements oppressifs violents quotidiens, dans les territoires même de la Palestine,

forment le terreau et l'engrais de la popularité de mouvements comme le Hamas et le Djiad, et aussi de ces actes de violence et de désespoir qu'ils considèrent comme « terroristes ».

L'ensemble du monde se fait une fausse idée de ce qui se passe ainsi sur les territoires israéliens et palestiniens. Les informations ne révèlent en effet qu'une petite part de la réalité. Le conflit armé et la violence existent et font depuis des décennies des centaines de morts de part et d'autre, mais c'est un conflit d'information qui pervertit le débat et dessert tant la cause palestinienne que la cause israélienne. Il importe que la société civile de nos pays recueille ses informations auprès d'organisations et de personnes fiables et la diffuse tout azimut. Le peuple palestinien est écrasé, mais il se défend. De son côté, le peuple israélien pourrait vouloir la paix s'il parvenait à dépasser ses peurs.

Une attitude contre-productive

Les analyses et les discours qui prévalent aujourd'hui sont ceux d'Israël, même au sein de l'Union Européenne. Or, la position qu'ils promeuvent – et qu'ont adoptée les pays qui prennent la défense d'Israël – est tout à fait contre-productive. *Les peurs, déjà évoquées, sont alimentées par le sentiment de menace permanente qu'Israël ressent du fait d'être traité par les pays arabes d'occupant, de colonisateur ou que sais-je encore, dit Monseigneur Sabbah. De plus, ce sentiment est lié à celui de ne pas être reconnu comme Etat. Sans légitimité reconnue de tous, Israël se sent nié et donc menacé par ceux qui lui refusent cette légitimité.*

Dans le contexte de cette recherche de légitimité reconnue universellement, la proposition de l'Arabie Saoudite serait donc, pour Israël, une chance à saisir plus qu'un risque à courir, d'autant que sa puissance militaire le met à l'abri de toute velléité de pays voisins à qui il prendrait la fantaisie de le menacer.

Très concrètement, voire cyniquement, ce qui menace le plus Israël, c'est le maintien de la situation actuelle. Elle évolue en effet en sa défaveur, ne serait-ce que par le différentiel démographique qui modifie, année après année, la proportion entre les populations juives et les populations palestiniennes.

Ce n'est pas seulement le taux de natalité qui est en cause mais aussi le fait qu'un certain nombre de familles juives, arrivées au cours des dernières décennies, prennent le chemin du retour vers leurs anciens lieux de vie, aujourd'hui plus sécurisants que leur nouvelle patrie.

Des questions à résoudre quel que soit le scénario envisagé pour qu'advienne la paix

Reste que même si Israël saisissait cette chance, il lui faudrait affronter des questions concrètes et incontournables. Ces questions sont connues. Elles défraient en effet régulièrement la chronique, soit parce qu'effectivement sensibles et émergeant au gré des événements, soit parce qu'elles servent de prétextes lorsque, au gré de tractations en cours, les protagonistes estiment devoir alimenter la crispation. Parmi ces questions, il y en a essentiellement trois : Jérusalem, les colonies juives et les réfugiés palestiniens.

La ville de Jérusalem d'abord. Quoi qu'aient pu faire jusqu'ici les autorités israéliennes pour vider la ville de ses habitants palestiniens, la proportion entre les deux populations ne varie pas sensiblement. Huit cent mille Israéliens y vivent côte à côte avec deux cent mille Palestiniens. Il faudra donc bien trouver une solution en cas de paix et de réconciliation. Pour Monseigneur Sabbah, il n'y a que deux solutions envisageables : la partition de la ville ou sa gestion conjointe par les deux communautés. La première supposerait des déplacements de population, même si la mixité dans les quartiers n'est pas la généralité. La seconde serait certainement la moins complexe et la plus respectueuse de tous les habitants de la ville.

Les implantations de colons juifs ensuite. Toujours selon Michel Sabbah, c'est vers une période de transition (10 ans, par exemple) qu'il faudrait se diriger. Elle donnerait aux colons le temps de se reconstruire ailleurs et pourrait s'envisager, à condition d'être accompagnée d'une aide suffisamment motivante pour que ces « déplacements » ne causent pas de difficultés politiques et sociales majeures au sein d'Israël.

Le problème des réfugiés enfin. Ce n'est certes pas un faux problème, même si, aux yeux du Patriarche, il est nettement plus symbolique que concret.

Sur le plan de la symbolique, ce qui est sur la voie d'une réconciliation, c'est essentiellement la reconnaissance par Israël des spoliations qu'ont subies les familles de ces réfugiés. Les familles palestiniennes de l'époque ont été chassées de leur propriété sans aucune justification de droit et sans la moindre compensation, au mépris de toute équité.

Sur le plan concret, même si une proposition était faite aujourd'hui aux générations actuelles, la plupart des familles concernées ne quitteraient pas leur implantation actuelle, d'autant que cela les conduirait à devoir s'intégrer dans les territoires israéliens. C'est donc par le biais de compensations, dans des accords entérinés par un droit à convenir entre les deux parties, que devrait pouvoir se régler cette question.

Conditions du changement

Pause relative et stagnation donc pour le moment, malgré ces perspectives apparemment accessibles à l'initiative d'Israël. Tout peut toutefois basculer très vite dans un tel contexte. Soit négativement, parce que la situation de violence, de pauvreté, de précarité et de vexations constantes exercées par Israël - avec l'appui de tous les pays qui le soutiennent - situation dans laquelle vivent les Palestiniens, est un baril de poudre susceptible d'exploser à tout moment. Une nouvelle Intifada n'est pas à exclure. Soit positivement, à l'initiative d'une forte personnalité politique qui aurait autorité dans ce débat. Mais c'est précisément ce qui manque et rien ne laisse augurer qu'une telle personnalité s'annonce à l'horizon.

Dans l'état actuel des choses, la paix dans la région n'est donc à espérer, ni pour demain, ni pour après-demain.

Comment peuvent dès lors agir les associations de la société civile des pays occidentaux, et de l'Union Européenne en particulier, pour faire évoluer les choses dans la direction d'une solution de réconciliation et de paix, non seulement entre les populations palestiniennes et israéliennes, mais à travers elles, sur le chemin d'apaisement des tensions géopolitiques que crée dans tout le Moyen-Orient ce conflit israélo-palestinien ?

Nouveaux positionnements de nos associations

Des discussions nées de cette rencontre, il ressort que c'est essentiellement sur le plan de l'information que l'effort doit porter. Il faut donner la parole, avec la volonté qu'elle soit entendue, à des Palestiniens représentatifs de ce qui se passe chez eux, mais aussi à des Israéliens qui ne sont pas dominés par les peurs et qui cherchent à sortir des cercles vicieux dans lesquels la question est aujourd'hui enfermée.

Dans nos associations, il est relativement facile de trouver la bonne longueur d'onde avec les populations palestiniennes, mais ce n'est pas de ce côté que pourra naître la solution. Il est donc important de trouver les paroles justes à adresser aux populations israéliennes dominées par la peur de l'avenir.

Pour Monseigneur Sabbah, cette juste parole est de témoigner de notre volonté de sauver Israël.

Pour étonnant qu'il puisse paraître à première vue, du débat qui a suivi cette affirmation sont apparus les éléments suivants susceptibles d'étayer notre discours et notre action dans une perspective nouvelle :

- la peur est mauvaise conseillère pour Israël, d'autant que sa puissance militaire, même si l'échec relatif de la récente guerre du Liban peut avoir fragilisé sa réputation, lui permet de prendre des initiatives de paix sans prendre de risques inconsidérés ;
- sauver Israël n'est pas une parole en l'air ou un effet d'argumentation, c'est une nécessité. Pour y parvenir, il ne s'agira pas pour les autorités israéliennes de se crispier sur des aspects seconds ou de continuer de contraindre les Palestiniens à des conditions de vie inacceptables aux yeux de tous. Agir ainsi, c'est renforcer en effet le sentiment hostile des pays arabes qui l'entourent et éloigner la possibilité d'une reconnaissance par eux d'une légitimité et donc d'une reconnaissance en droit de l'Etat d'Israël. S'entourer d'ennemis n'est pas la meilleure stratégie de survie ;
- plaider pour la cause palestinienne pour des raisons humanitaires et pour que justice puisse se faire, ce n'est pas prendre fait et cause contre les justes aspirations de la nation israélienne, et moins encore verser dans de l'anti-sémitisme, argument fallacieux et intellectuellement récupérateur des souffrances et des morts des victimes du nazisme, victimes certes juives, mais aussi tsiganes, homosexuelles ou handicapées, et de toutes nationalités ;
- ce n'est pas seulement les autorités et la population israéliennes que nous devons chercher à persuader de cette nécessité de « sauver Israël » en recherchant résolument la paix avec les Palestiniens, mais aussi chez nous en Belgique et dans tous les pays occidentaux, les populations convaincues du bon droit d'Israël. Il s'agit de les persuader d'apporter leur concours à l'émergence et à la concrétisation de cette perspective ;
- personne ne connaît mieux les Palestiniens que les Israéliens et personne ne connaît mieux les Israéliens que les Palestiniens. Personne ne sera donc à même de transformer à leur place leurs peurs et leurs griefs réciproques en proximité réconciliée et vécue dans l'amitié ;
- c'est donc un esprit de réconciliation et d'amitié à construire entre eux et par eux qui doit être le fondement de nos prises de parole et de nos initiatives, tant sur le plan de

l'information que nous diffusons, des analyses que nous en faisons que des appels que nous lançons ;

- des contacts ont lieu sur place entre des Israéliens et des Palestiniens, déjà acquis à l'idée que hors de cette voie de réconciliation, le malheur est le seul horizon pour ces deux peuples. Nous devons nous réjouir de telles initiatives et leur apporter non seulement un encouragement mais surtout leur donner sens et reconnaissance comme seule voie de salut pour Israël ;
- c'est dans cet esprit que nous avons également à promouvoir, auprès des personnalités politiques et diplomatiques, l'opportunité que la proposition introduite par l'Arabie Saoudite peut représenter, pour Israël, de reprendre l'initiative d'une élaboration de nouveaux accords de paix dont il serait le premier bénéficiaire.

Jean Hinnekens, président .
Avril 2007.